

Le monde arabo-berbère et la question palestinienne

Un renversement que l'on peut aujourd'hui mesurer

Pendant longtemps, la cause palestinienne n'était pas simplement une question géopolitique dans le monde arabe et berbère, c'était une cause essentielle, existentielle même, une ligne rouge partagée entre gouvernements, les peuples, les travailleurs et la petite bourgeoisie intellectuelle.

Elle symbolisait bien plus que la lutte d'un peuple pour sa terre : elle incarnait l'humiliation subie depuis la fin de l'empire ottoman, les blessures du colonialisme, la division du monde arabe décidée et organisée par impérialistes occidentaux et le rêve brisé d'une unité arabe. Mais cette centralité s'est effritée. Aujourd'hui, dans plusieurs pays arabes, la Palestine n'est plus perçue comme une cause commune. Elle est devenue "le problème des Palestiniens", voire un sujet de gêne ou de malaise pour certains régimes... et une partie de leurs populations.

On peut mesurer l'état actuel de ce renversement à la fois politique et culturel, mais ne datant pas d'hier, au travers d'un événement récent : la Marche vers Rafah. Contrairement à ce qui était annoncé ici et là, il n'y a pas eu de manifestation des travailleurs et du peuple égyptien pour aider à ce que la marche puisse se dérouler. Personne ou presque ne s'est levé contre la répression policière au Caire et dans ses environs contre les marcheurs venus en avion. Personne non plus n'a tenté d'ouvrir la frontière pour laisser passer les nombreux véhicules venus d'Algérie et de Tunisie, lesquels étaient déjà bien bloqués dans la partie de la Libye contrôlée par la marionnette ultraréactionnaire Haftar serviteur des impérialistes occidentaux.

Les dirigeants algériens et tunisiens ont-ils pris leur téléphone pour appeler le maréchal Sissi et lui demander de laisser passer leurs compatriotes ? Nous l'ignorons, mais s'ils l'ont fait, tout cela est resté bien discret et, en tout cas, sans aucun résultat. Et pourtant, les dirigeants algériens et tunisiens sont très clairement engagés dans la solidarité avec la Palestine, ils n'ont pas de relations diplomatiques avec l'entité sioniste.

La situation des années 60 aux années 90, une évolution lente, mais certaine

Dans les années 1960-1980, les rues arabes vibraient pour la Palestine. L'OLP avait pignon sur rue, Yasser Arafat était accueilli avec les honneurs à Alger, Damas, Tunis ou Le Caire. Même lorsque les États divergeaient sur les stratégies (militaire, diplomatique, révolutionnaire), la Palestine restait un point de convergence symbolique.

Toutefois Il ne s'agit pas d'en exagérer la portée. Si beaucoup de peuples arabes et ceux du Maghreb avaient de la sympathie pour la cause palestinienne, cela n'était pas exempt de calculs concernant certains dirigeants, même les nationalistes arabes. Les divergences entre les partis ou les factions montrent bien que tout le monde, à la tête des États arabes n'était pas aussi pénétré par le côté fondamental de la question palestinienne. On peut même penser que la grande cause pan-arabique, qui fut le drapeau des gouvernements nationalistes arabes du Yémen à l'Irak, en passant par la Syrie et l'Égypte, a conduit à beaucoup de désillusions, favorisant les replis nationaux face au rêve d'un État arabe unique. Finalement, elle a dans les faits, davantage desservi que servi la libération de la Palestine.

La défaite de 1967 (Guerre des Six jours) a aidé à préparer à la fois la fin du panarabisme initialement lié au « socialisme arabe » non marxiste, remplacé par une solidarité de façade entre tous les États arabes, y compris réactionnaires et vendus à l'impérialisme US et à plus long terme, celle de la solidarité avec la Palestine.

La majorité des dirigeants baasistes ont toujours pensé que la solidarité entre États arabes c'était plus important que le soutien à la Palestine et la guerre contre l'entité sioniste était une guerre globale des pays arabes, plus que la libération nationale palestinienne. La seule exception fut constituée par les dirigeants du Baas syrien entre 1966 et 1970, notamment Salah Jedid, proche des marxistes, qui entreprit un rapprochement avec l'URSS, une politique de socialisation et de réforme agraire. Et apporta, après la [Guerre des Six Jours](#), son soutien à la Résistance palestinienne. Mais, en [1970](#) lors de la répression menée par l'armée [jordanienne](#) contre l'[OLP](#), le fameux Septembre Noir, Jedid envoie une aide militaire aux fedayins. Le congrès du Baas lui donne son appui contre le

ministre de la Défense, Hafez El Assad qui refuse l'appui aérien. Le lendemain de la clôture du congrès, 13 novembre 1970 Assad utilise ses appuis dans l'armée pour orchestrer un coup d'État, s'empare des points clés de [Damas](#) et arrête Salah Jedid ainsi que le président [Noureddine Atassi](#).

Les Baasistes irakiens, bien qu'adversaires puis ennemis jurés de ceux de Syrie et notamment des Assad, ont toujours eu la même position concernant la lutte contre l'entité sioniste. Témoin les prises de positions du FLA (Front de Libération Arabe), organisation palestinienne fondée par des Baasistes liés au courant irakien et même à l'État irakien. En accord avec l'idéologie [panarabe](#) du Baas, le mouvement s'est opposé à la « Palestinisation » du conflit. Le FLA estimait, jusque dans les années 90, que l'entité sioniste n'était pas en guerre contre la seule Palestine mais contre le monde arabe conduit par l'Irak.

Dès lors, les guerres à venir seront conçues uniquement comme des guerres de reconquête des territoires perdus, d'une alliance entre pays arabes, quel que soit leur régime, y compris les monarchies de Jordanie et du Golfe.

L'Égypte de Nasser, tout en étant également acquise au panarabisme avait une autre logique. Sa solidarité ne s'étendait pas aux monarchies réactionnaires, soutenues par les USA et les Britanniques. Au contraire, les Égyptiens avaient soutenu les nationalistes arabes du Yémen du Nord qui, après avoir renversé le roi furent attaqués par l'armée saoudienne soutenant le monarque déchu, entre 1962 et 1967. La défaite lors de la guerre des Six Jours mina le dirigeant égyptien et le soutien que l'Égypte affichait à la libération de la Palestine ne devait pas lui survivre.

La guerre de 1973 dite guerre du Kippour est clairement une guerre de reconquête des territoires perdus. Les Fedayins palestiniens ont été chassés de Jordanie en 1970. Massivement réfugiés au Liban ou en Syrie, ils participent au combat aux côtés de l'armée syrienne, mais le cessez-le-feu ne leur apporte rien de plus. La résolution 338 de l'ONU confirme la 242 qui exigeait l'évacuation des territoires occupés, mais comme d'habitude l'entité sioniste n'en tient aucun compte.

Après 73, Sadate rompt définitivement avec l'URSS et négocie un accord de reconnaissance mutuelle avec les sionistes, traité signé le 26 mars 1979 : c'est le début de la normalisation.

Les derniers véritables soutiens des Palestiniens au Proche Orient dans les années suivantes sont les militants de la gauche libanaise. Le départ forcé des Fedayins en 1982, après l'invasion du Liban par l'entité sioniste signe la fin d'un cycle. Les Palestiniens de l'OLP sont accueillis en Tunisie et désormais, ne pourront compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité de certaines milices armées.

Oslo, le « Printemps arabe » et la normalisation en marche

Les Accords d'Oslo sont un point majeur marqué par l'entité sioniste : toutes les organisations de l'OLP y compris les marxistes renoncent à la lutte armée contre le plat de lentilles d'un bantoustan inféodé aux sionistes. Ils créent un immense soulagement dans la plupart des chancelleries arabes, débarrassées, pensent-elles, de la question palestinienne.

C'est on ne peut plus clair au moment de la deuxième intifada (2000 à 2005). Bien que populaire, elle montre l'épuisement d'un soutien arabe efficace. La jeunesse palestinienne d'alors comprend définitivement qu'elle ne peut plus compter que sur elle-même et qu'il faut cesser les illusions sur la solidarité du monde arabe.

Présenté comme un soulèvement populaire dans l'historiographie officielle, le « Printemps arabe » de 2010 est une affaire bien plus complexe. Si de réels mécontentements se font jour contre les régimes en Tunisie et en Égypte, ils sont assez vite récupérés par les Frères Musulmans, organisation fascisante proche des miliciens armés d'Al Qaïda puis de DAESH, utilisée comme alliée voire comme force d'appoint par les impérialistes US qui veulent en finir avec les régimes nationalistes arabes pourrissants, après avoir mis à bas celui d'Irak et démembré le pays en 2003.

La destruction de la Jamahiriya libyenne de Kadhafi par les impérialistes appuyant les mercenaires fascistes islamistes puis celle de la Syrie baasiste organisée depuis 2010 par Obama, sont les résultats concrets de ce printemps. Après le démantèlement de l'Irak ont suivi ceux de la Libye et désormais, de la Syrie.

Mais l'intervention des Frères Musulmans et de tous leurs cousins, wahhabites, takfiristes, sur le devant de la scène a eu aussi pour conséquence de mettre la question palestinienne sous le tapis et de faciliter la normalisation. Les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc, le Soudan et d'autres à différents degrés ont ouvert des ambassades, signé des accords économiques, lancé des projets communs. Les idéologues des Frères Musulmans ne privilégient pas la question nationale, encore moins la question du panarabisme, mais les questions théocratiques. La question palestinienne n'existe pas pour eux. C'est d'ailleurs pourquoi le Hamas, à Gaza dès 2010 et au niveau global en 2020 après l'accord de normalisation avec le Maroc, dirigé par une antenne des Frères Musulmans a rompu avec eux.

Pour tous les dirigeants actuels des pays arabes du Proche et du Moyen Orient, la Palestine n'est plus « la mère des causes », si tant est qu'elle ne l'ait jamais été. Elle est une cause parmi d'autres, souvent instrumentalisée, parfois marginalisée. La normalisation devient une rupture assumée... mais pas assumable. Le tout sous le

drapeau du « réalisme politique », de la coopération technologique et, parfois même, de la lutte contre un ennemi commun : l'Iran.

Normalisation sans culpabilisation avant le 7 octobre

Cette normalisation n'a pas toujours été acceptée ni digérée partout au niveau populaire. Elle a provoqué une tension morale forte chez certains intellectuels de ces pays. Ils se sont retrouvés à défendre la Palestine par réflexe, tout en justifiant ou excusant la position de leur État qui coopère avec Israël, d'où une dissonance, un inconfort, une contradiction qu'ils ont dû gérer. C'est là qu'est né le complexe du normalisateur. Ce complexe, c'est le besoin de se sentir du bon côté de l'histoire, tout en étant lié à un État qui a tourné le dos à une cause morale majeure. Pour réduire cette contradiction, plusieurs mécanismes ont été utilisés.

D'abord on a utilisé la culpabilité transférée. Au lieu de pointer Israël comme l'opprimeur, certains ont déplacé la responsabilité vers d'autres acteurs, en particulier l'Iran et les mouvements chiites. Le Hezbollah est devenu plus dangereux que Tsahal. Les Houthis ont été plus condamnés que Netanyahu. On parlait plus des missiles iraniens jusqu'alors hypothétiques que des bombes israéliennes bien réelles. Cette rhétorique a permis de protéger son propre camp : « *Mon pays coopère peut-être avec Israël, mais c'est pour se protéger d'un danger plus grand.* »

Ensuite, il fut également fréquent d'avoir recours au relativisme défensif. Beaucoup adoptèrent aussi un discours du type : « *Mais les autres font pareil.* » Ils accusèrent l'Algérie, la Turquie, le Qatar ou même les Palestiniens eux-mêmes d'avoir eux aussi des liens économiques ou discrets avec Israël. Même si ces accusations étaient souvent véridiques, leur fonction était claire : relativiser sa propre position pour ne pas se sentir seul à trahir.

Enfin, le recours à la critique conditionnelle intervint si ce qui précède n'était plus possible : « *Oui à la Palestine, mais pas avec le Hamas.* » ; « *Oui aux Palestiniens, mais ils sont divisés.* » ; « *Ils ont vendu leur cause à l'Iran.* ». Ces phrases sont devenues courantes. Elles permettaient de continuer à se dire « propalestinien », tout en niant ou minimisant l'engagement réel qui demandait de dénoncer publiquement la normalisation ou de soutenir une résistance désignée comme ennemie par l'État.

Le 7 octobre : la poussière sort du tapis !

Et voilà qu'avec son attaque du 7 octobre 2023, la Résistance armée palestinienne a remis la question palestinienne sur le devant de la scène, interrompant brutalement la somnolence tranquille de la normalisation.

L'attaque du 7 octobre et le génocide ensuite ont révélé la dissonance structurelle, désormais solidement implantée chez la plupart des dirigeants et des penseurs des peuples arabes du Proche Orient. Après des années de normalisation en silence, à l'abri des focus, elle sort du trou, non pas comme un malaise, mais comme une posture acceptable, comme de la maturité politique, comme un pas vers la paix, comme un rejet de l'idéologie. Dans cette nouvelle normalité, la cause palestinienne devient un fardeau, une gêne, un vieux souvenir qu'on évoque avec distance.

Mais cette dissonance assumée est révélée au grand jour, depuis des mois et des mois. Et les peuples des pays arabes ou du Maghreb sont loin de tous marcher dans la combine. Les immenses manifestations de solidarité au Maroc, celles de la Mauritanie, de la Tunisie, de la Jordanie, même, les drapeaux dans les stades en Algérie sont autant de coins enfoncés dans l'union sacrée avec l'État colonisateur sioniste. La solidarité des milices progressistes et des organisations marxistes au Liban et en Irak, celle de la population et de l'État du Yémen sont plus que jamais vivantes.

Même si les dirigeants et la majorité de l'intelligentsia des États arabes du Proche Orient ont définitivement fait une croix sur la cause palestinienne, parmi ces peuples, la messe n'est pas dite, la fibre anticolonialiste, la solidarité avec les frères et sœurs palestiniens opprimés, massacrés, perdure. La flamme n'est pas près de s'éteindre.